

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/40541]

17 FEVRIER 2021. — Loi portant des dispositions diverses
en matière de justice

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Mise en œuvre du Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen*

Section 1^{re}. — Modifications du Code judiciaire

Art. 2

Dans l'article 79 du Code judiciaire, remplacé par la loi du 18 juillet 1991 et modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

“Sur l'avis du procureur général du ressort de cour d'appel, le premier président désigne, dans le ressort des cours d'appel d'Anvers, de Mons et de Gand, parmi les juges d'instruction, un juge d'instruction, dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, un juge d'instruction francophone et un juge d'instruction néerlandophone et, dans le ressort de la cour d'appel de Liège, un juge d'instruction et un juge d'instruction justifiant de la connaissance de la langue allemande. Ces juges d'instruction doivent disposer d'une expérience utile pour l'instruction des infractions pour lesquelles le Parquet européen est compétent. Cette désignation n'a aucune incidence sur leur statut, ni sur leur affectation. En vertu de cette désignation, ils traitent prioritairement les dossiers dont ils sont saisis par le procureur européen et les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2.”.

Art. 3

Dans la partie II, livre I^{er}, titre II, du même Code, il est inséré un article 156/1, rédigé comme suit :

“Art. 156/1. § 1^{er}. Le procureur européen et les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 sont compétents sur l'ensemble du territoire du Royaume pour exercer l'action publique pour les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne conformément aux articles 4, 22 et 23 du Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

§ 2. Lorsqu'ils exercent leur compétence dans les cas et selon les modalités déterminées par la loi et le même Règlement (UE) 2017/1939, le procureur européen et les procureurs européens délégués exercent toutes les fonctions du ministère public dans les affaires pénales près les cours d'appel, les cours d'assises et les tribunaux de première instance.

§ 3. Le procureur du Roi, le procureur général ou le procureur fédéral informe sans retard indu les procureurs européens délégués lorsqu'il est saisi d'une infraction visée au paragraphe 1^{er} selon les modalités déterminées dans une circulaire du Collège des procureurs généraux.

§ 4. Dans les cas visés au paragraphe 3, les procureurs européens délégués décident s'ils exercent l'action publique eux-mêmes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/40541]

17 FEBRUARI 2021. — Wet houdende diverse bepalingen
inzake justitie

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Tenuitvoerlegging van de Verordening (EU) 2017/1939 van de Raad van 12 oktober 2017 betreffende nauwere samenwerking bij de instelling van het Europees Openbaar Ministerie*

Afdeling 1. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 2

In artikel 79 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juli 1991 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt tussen het vijfde en het zesde lid een lid ingevoegd, luidende :

“Op advies van de procureur-generaal van het rechtsgebied van het hof van beroep, wijst de eerste voorzitter in het rechtsgebied van de hoven van beroep te Antwerpen, Bergen en Gent onder de onderzoeksrechtters één onderzoeksrechter aan, in het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel, één Nederlandstalige en één Franstalige onderzoeksrechter en in het rechtsgebied van het hof van beroep te Luik, één onderzoeksrechter en één onderzoeksrechter die de kennis van de Duitse taal aantoonde. Deze onderzoeksrechtters dienen over een nuttige ervaring te beschikken voor het onderzoek van de misdrijven waarvoor het Europees Openbaar Ministerie bevoegd is. Deze aanwijzing heeft geen enkel gevolg voor hun statuut noch voor hun affectatie. Krachtens deze aanwijzing, behandelen zij bij voorrang de dossiers die bij hen aanhangig zijn gemaakt door de Europese aanklager en de gedelegeerde Europese aanklagers die worden aangewezen overeenkomstig artikel 309/2.”.

Art. 3

In deel II, boek I, titel II, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 156/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 156/1. § 1. De Europese aanklager en de gedelegeerde Europese aanklagers, die worden aangewezen overeenkomstig artikel 309/2, zijn bevoegd over het gehele grondgebied van het Rijk voor de uitoefening van de strafvordering voor de misdrijven die de financiële belangen van de Europese Unie schaden overeenkomstig de artikelen 4, 22 en 23 van de Verordening (EU) 2017/1939 van de Raad van 12 oktober 2017 betreffende nauwere samenwerking bij de instelling van het Europees Openbaar Ministerie.

§ 2. Wanneer zij hun bevoegdheid uitoefenen in de gevallen en volgens de nadere regels bepaald door de wet en dezelfde Verordening (EU) 2017/1939, voeren de Europese aanklager en de gedelegeerde Europese aanklagers alle opdrachten van het openbaar ministerie in strafzaken uit bij de hoven van beroep, de hoven van assisen en de rechtbanken van eerste aanleg.

§ 3. De procureur des Konings, de procureur-generaal of de federale procureur brengt zonder onnodige vertraging de gedelegeerde Europese aanklagers op de hoogte wanneer een misdrijf bedoeld in paragraaf 1 bij hem aanhangig wordt gemaakt volgens de nadere regels bepaald in een omzendbrief van het College van procureurs-generaal.

§ 4. In de gevallen bedoeld in paragraaf 3 beslissen de gedelegeerde Europese aanklagers of zijzelf de strafvordering uitoefenen.

Conformément à l'article 25, paragraphe 6, du même Règlement (UE) 2017/1939 et sans préjudice des autres dispositions de ce règlement, si le procureur du Roi, le procureur général ou le procureur fédéral souhaite contester la décision des procureurs européens délégués d'exercer eux-mêmes l'action publique, il saisit le Collège des procureurs généraux qui décide, après concertation avec les procureurs européens délégués et le procureur du Roi ou le procureur général concerné ou le procureur fédéral, qui est compétent pour instruire l'affaire. La décision du Collège des procureurs généraux n'est susceptible d'aucun recours.

Aucune nullité ne peut être invoquée en ce qui concerne la répartition de compétence, quant à l'exercice de l'action publique, entre le procureur du Roi ou le procureur général ou le procureur fédéral, d'une part, et les procureurs européens délégués, d'autre part.

Le Collège des procureurs généraux est admis à saisir la Cour de Justice par question préjudicielle conformément à l'article 42, paragraphe 2, c), du même Règlement (UE) 2017/1939."

Art. 4

Dans l'article 309/2, § 6, du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2019, les mots "et les modalités de fonctionnement" sont remplacés par les mots ", les modalités de fonctionnement, le statut, la situation juridique et le traitement des membres du personnel concernés".

Art. 5

L'article 873, alinéa 2, du même Code est complété par la phrase suivante:

"L'autorisation préalable du ministre de la Justice n'est pas requise lorsque la commission rogatoire est exécutée par le procureur européen ou les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2."

Section 2. — Modifications du Code d'instruction criminelle

Art. 6

Dans le livre I^{er}, du Code d'instruction criminelle, il est inséré un chapitre IV^{ter} intitulé "Du procureur européen et des procureurs européens délégués".

Art. 7

Dans le chapitre IV^{ter}, inséré par l'article 6, il est inséré un article 47^{quaterdecies} rédigé comme suit:

"Art. 47^{quaterdecies}. Dans l'exercice de leurs compétences, telles que prévues à l'article 156/1 du Code judiciaire, le procureur européen et les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 du même Code disposent de tous les pouvoirs que la loi confère au procureur du Roi. Dans le cadre de ceux-ci, ils peuvent procéder ou faire procéder à tous actes d'information ou d'instruction relevant de leurs attributions sur l'ensemble du territoire du Royaume, de même qu'exercer l'action publique.

Lorsqu'ils exercent leurs compétences, ce procureur européen et ces procureurs européens délégués pourront exclusivement saisir les juges d'instruction spécialisés visés à l'article 79, alinéa 6, du même Code pour connaître des infractions visées à l'article 156/1, § 1^{er}, du même Code."

Art. 8

Dans le même chapitre IV^{ter}, il est inséré un article 47^{quindecies} rédigé comme suit:

"Art. 47^{quindecies}. Lorsqu'un service de police ne peut donner les effectifs et les moyens nécessaires au procureur européen ou aux procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 du Code judiciaire ou au juge d'instruction visé à l'article 79, alinéa 6, du même Code saisi d'une enquête pénale par ceux-ci, il en informe le procureur général territorialement compétent. Si le procureur général ne trouve pas de solution pour remédier au manque d'effectifs et de moyens, il saisit le Collège des procureurs généraux qui, après concertation avec le directeur général de la police judiciaire et après concertation avec le procureur européen ou les procureurs européens délégués, décide quelle réquisition est exécutée prioritairement."

Overeenkomstig artikel 25, lid 6, van dezelfde Verordening (EU) 2017/1939 en onverminderd de andere bepalingen van deze verordening, indien de procureur des Konings, de procureur-generaal of de federale procureur de beslissing van de gedelegeerde Europese aanklagers om zelf de strafvordering uit te oefenen wenst te betwisten, wendt hij zich tot het College van procureurs-generaal dat, na overleg met de gedelegeerde Europese aanklagers en de betrokken procureur des Konings of procureur-generaal of de federale procureur, beslist wie er bevoegd is om de zaak te behandelen. Tegen de beslissing van het College van procureurs-generaal staat geen rechtsmiddel open.

Inzake de bevoegdheidsverdeling tussen de procureur des Konings, respectievelijk de procureur-generaal of de federale procureur enerzijds en de gedelegeerde Europese aanklagers anderzijds betreffende de uitoefening van de strafvordering kunnen geen nietigheden worden opgeworpen.

Het College van procureurs-generaal mag een prejudiciële vraag voorleggen aan het Hof van Justitie overeenkomstig artikel 42, lid 2, c), van dezelfde Verordening (EU) 2017/1939."

Art. 4

In artikel 309/2, § 6, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019, worden de woorden "en de nadere werkingsregels" vervangen door de woorden ", de nadere werkingsregels, het statuut, de rechtspositie en de wedde van de betrokken personeelsleden".

Art. 5

Artikel 873, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende zin:

"De voorafgaande machtiging van de minister van Justitie is niet vereist wanneer de ambtelijke opdracht is uitgevoerd door de Europese aanklager of de gedelegeerde Europese aanklagers die worden aangevoerd overeenkomstig artikel 309/2."

Afdeling 2. — Wijzigingen van het Wetboek van strafvordering

Art. 6

In boek I, van het Wetboek van strafvordering wordt een hoofdstuk I-V^{ter} ingevoegd, luidende "De Europese aanklager en de gedelegeerde Europese aanklagers".

Art. 7

In hoofdstuk IV^{ter}, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 47^{quaterdecies} ingevoegd, luidende:

"Art. 47^{quaterdecies}. Bij de uitoefening van hun bevoegdheden bedoeld in artikel 156/1 van het Gerechtelijk Wetboek, beschikken de Europese aanklager en de gedelegeerde Europese aanklagers die worden aangevoerd overeenkomstig artikel 309/2 van hetzelfde Wetboek over alle wettelijke bevoegdheden van de procureur des Konings. In het kader daarvan kunnen zij over het gehele grondgebied van het Rijk alle opsporingshandelingen of handelingen van gerechtelijk onderzoek verrichten of gelasten die tot hun bevoegdheden behoren, alsmede de strafvordering uitoefenen.

Wanneer zij hun bevoegdheden uitoefenen, kunnen die Europese aanklager en deze gedelegeerde Europese aanklagers de zaak uitsluitend aanhangig maken bij de onderzoeksrechtters bedoeld in artikel 79, zesde lid, van hetzelfde Wetboek, gespecialiseerd om kennis te nemen van de misdrijven bedoeld in artikel 156/1, § 1, van hetzelfde Wetboek."

Art. 8

In hetzelfde hoofdstuk IV^{ter} wordt een artikel 47^{quindecies} ingevoegd, luidende:

"Art. 47^{quindecies}. Wanneer een politiedienst niet het vereiste personeel en de nodige middelen kan geven aan de Europese aanklager of aan de gedelegeerde Europese aanklagers die worden aangewezen overeenkomstig artikel 309/2 van het Gerechtelijk Wetboek of aan de onderzoeksrechter bedoeld in artikel 79, zesde lid, van hetzelfde Wetboek bij wie door hen een strafrechtelijk onderzoek aanhangig wordt gemaakt, licht die de territoriaal bevoegde procureur-generaal daarover in. Indien de procureur-generaal geen oplossing vindt voor het gebrek aan personeel en middelen, wendt hij zich tot het College van procureurs-generaal dat, na overleg met de directeur-generaal van de gerechtelijke politie en na overleg met de Europese aanklager of de gedelegeerde Europese aanklagers, beslist aan welke vordering bij voorrang gevolg wordt gegeven."

Art. 9

L'article 62bis du même Code, inséré par la loi du 27 mars 1969 et modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Les juges d'instruction spécialisés visés à l'article 79, alinéa 6, du Code judiciaire sont compétents pour connaître des faits dont ils sont saisis conformément à l'article 47quaterdecies, alinéa 2, par le procureur européen ou les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 du Code judiciaire. En cas d'empêchement légal, ils peuvent être remplacés par les juges d'instruction du tribunal de première instance dont ils font partie.”.

Section 3. — Modifications de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire

Art. 10

L'article 12 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Le procureur fédéral et les magistrats fédéraux, le procureur européen et les procureurs européens délégués visés à l'article 309/2 du Code judiciaire, pour leurs actes d'instruction et de poursuite, font usage de la langue prévue en matière pénale devant le tribunal devant lequel ils exercent l'action publique et, dans le cas visé à l'article 47duodecies, § 2, du Code d'instruction criminelle, de la langue selon les nécessités de l'affaire, et ce quelle que soit la langue du diplôme dans laquelle ils ont passé l'examen de doctorat, de licence ou de master en droit.”.

Art. 11

L'article 43bis, § 4, de la même loi, inséré par la loi du 10 octobre 1967, remplacé par la loi du 4 mars 1997 et modifié en dernier lieu par la loi du 30 décembre 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Le procureur fédéral, le procureur européen visé à l'article 309/2 du Code judiciaire, ainsi que s'ils sont titulaires du certificat visé à l'article 43quinquies, § 1^{er}, alinéa 3 ou 4, duquel il ressort qu'ils justifient de la connaissance fonctionnelle ou approfondie de la langue autre que celle de leur diplôme de docteur, de licencié ou de master en droit, les magistrats fédéraux et les procureurs européens délégués visés à l'article 309/2 du même Code, sont autorisés à siéger dans les juridictions de l'autre rôle linguistique que celui de leur diplôme de docteur, de licencié ou de master en droit.”.

Section 4. — Modifications de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977

Art. 12

Dans l'article 263 de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977, modifié par la loi du 12 mai 2014, les mots “de circonstances atténuantes, et” sont remplacés par les mots “de circonstances atténuantes, ou”.

Art. 13

Dans l'article 264 de la même loi, dont le texte néerlandais a été modifié par la loi du 12 mai 2014, le mot “Toute” est remplacé par les mots “Sans préjudice de l'article 285/4, § 2, toute”.

Art. 14

Dans la même loi, il est inséré un chapitre XXVbis intitulé “Parquet européen”.

Art. 15

Dans le chapitre XXVbis inséré par l'article 14, il est inséré un article 285/1 rédigé comme suit:

“Art. 285/1. Pour l'application du présent chapitre, on entend par Règlement (UE) 2017/1939: le Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.”.

Art. 9

Artikel 62bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 maart 1969 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 december 2005, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De gespecialiseerde onderzoeksrechters bedoeld in artikel 79, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek zijn bevoegd om kennis te nemen van de feiten die bij hen aanhangig zijn gemaakt overeenkomstig artikel 47quaterdecies, tweede lid, door de Europese aanklager of de gedelegeerde Europese aanklagers die worden aangewezen overeenkomstig artikel 309/2 van het Gerechtelijk Wetboek. In geval van wettelijke verhindering kunnen ze worden vervangen door de onderzoeksrechters van de rechtbank van eerste aanleg waartoe ze behoren.”.

Afdeling 3. — Wijzigingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken

Art. 10

Artikel 12 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De federale procureur en de federale magistraten, de Europese aanklager en de gedelegeerde Europese aanklagers bedoeld in artikel 309/2 van het Gerechtelijk Wetboek, maken voor hun daden van onderzoek en van vervolging gebruik van de taal voorzien in strafzaken voor de rechtbank waar zij de strafvordering uitoefenen en, in het geval bedoeld in artikel 47duodecies, § 2, van het Wetboek van strafvordering, van de taal volgens de noodwendigheden van de zaak, en zulks ongeacht de taal van het diploma waarin zij het examen van doctor, licentiaat of master in de rechten hebben afgelegd.”.

Art. 11

Artikel 43bis, § 4, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, vervangen bij de wet van 4 maart 1997 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De federale procureur, de Europese aanklager bedoeld in artikel 309/2 van het Gerechtelijk Wetboek en, indien zij houder zijn van het getuigschrift bedoeld in artikel 43quinquies, § 1, derde of vierde lid, waaruit de functionele of de grondige kennis blijkt van de andere taal dan die van hun diploma van doctor, licentiaat of master in de rechten, de federale magistraten en de gedelegeerde Europese aanklagers bedoeld in artikel 309/2 van hetzelfde Wetboek, zijn gerechtigd te zetelen in de gerechten van de andere taalrol dan die van hun diploma van doctor, licentiaat of master in de rechten.”.

Afdeling 4. — Wijzigingen van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977

Art. 12

In artikel 263 van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977, gewijzigd bij de wet van 12 mei 2014, in de Franse tekst, worden de woorden “de circonstances atténuantes, et” vervangen door de woorden “de circonstances atténuantes, ou”.

Art. 13

In artikel 264 van dezelfde wet, waarvan de Nederlandse tekst gewijzigd werd bij de wet van 12 mei 2014, worden de woorden “Iedere transactie is verboden” vervangen door de woorden “Onverminderd artikel 285/4, § 2, is iedere transactie verboden”.

Art. 14

In dezelfde wet wordt een hoofdstuk XXVbis ingevoegd, luidende “Europees Openbaar Ministerie”.

Art. 15

In hoofdstuk XXVbis, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 285/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 285/1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder de Verordening (EU) 2017/1939: de Verordening (EU) 2017/1939 van de Raad van 12 oktober 2017 betreffende nauwere samenwerking bij de instelling van het Europees Openbaar Ministerie.”.

Art. 16

Dans le même chapitre XXVbis, il est inséré un article 285/2 rédigé comme suit:

“Art. 285/2. § 1^{er}. L’Administrateur général de l’Administration générale des douanes et accises désigne au moins un fonctionnaire de l’Administration générale des douanes et accises, chargé de collaborer avec les procureurs européens délégués visés à l’article 309/2 du Code judiciaire, en ce qui concerne les contraventions, fraudes ou délits visés aux articles 281 et 282 et pour lesquels le Parquet européen exerce sa compétence en vertu des articles 22, 25, 26 et 27 du Règlement (UE) 2017/1939.

§ 2. L’Administrateur général de l’Administration générale des douanes et accises ne peut désigner le fonctionnaire visé au § 1^{er} qu’après avoir recueilli l’avis du procureur européen visé à l’article 309/2 du Code judiciaire.

§ 3. Le fonctionnaire visé au § 1^{er} peut recourir au Secrétariat visé à l’article 309/2, § 6, du Code judiciaire.”

Art. 17

Dans le même chapitre XXVbis, il est inséré un article 285/3 rédigé comme suit:

“Art. 285/3. § 1^{er}. Dans l’exercice de sa fonction, le fonctionnaire visé à l’article 285/2, § 1^{er}, suit les orientations et instructions de la chambre permanente chargée de l’affaire ainsi que les instructions du procureur européen chargé de la surveillance de l’affaire, tel que prévu par le Règlement (UE) 2017/1939.

§ 2. Le fonctionnaire visé à l’article 285/2, § 1^{er}, exerce ses compétences de recherche et de poursuite conformément à la présente loi.

L’Administration générale des douanes et accises ne peut s’opposer aux mesures prises en application des articles 285/4 et 285/5.”

Art. 18

Dans le même chapitre XXVbis, il est inséré un article 285/4 rédigé comme suit:

“Art. 285/4. § 1^{er}. Le pouvoir d’intentement et de poursuite de toute action judiciaire, visé à l’article 281, § 2, est attribué au fonctionnaire visé à l’article 285/2, § 1^{er}, en ce qui concerne les contraventions, fraudes ou délits visés à l’article 281 et pour lesquels le Parquet européen exerce sa compétence en vertu des articles 22, 25, 26 et 27 du Règlement (UE) 2017/1939.

Ce fonctionnaire exerce le pouvoir visé à l’alinéa 1^{er} à la seule fin d’exercer les poursuites, conformément à la décision de la chambre permanente ou à la proposition de décision du procureur européen délégué dans le cas où elle doit être réputée acceptée par la chambre permanente, en application de l’article 36 du Règlement (UE) 2017/1939.

Les articles 281, § 3, et 283 s’appliquent.

§ 2. Sans préjudice de l’article 264, toute transaction est interdite lorsque le Parquet européen exerce sa compétence en vertu du Règlement (UE) 2017/1939, ou pendant le délai visé à l’article 27, § 1^{er}, du même Règlement.”

Art. 19

Dans le même chapitre XXVbis, il est inséré un article 285/5 rédigé comme suit:

“Art. 285/5. § 1^{er}. Dans les limites visées à l’article 285/4, § 1^{er}, le fonctionnaire visé à l’article 285/2, § 1^{er}, prend les mesures d’enquête et autres mesures visées à l’article 28, § 1^{er}, du Règlement (UE) 2017/1939.

Il en informe sans retard indu le procureur européen délégué chargé de l’affaire, lequel peut s’opposer à cette mesure, la suspendre ou ordonner une autre mesure d’enquête ou une autre mesure.

§ 2. Si, par application de l’article 31, § 4, du Règlement (UE) 2017/1939, le procureur européen délégué, visé à l’article 309/2 du Code judiciaire, charge l’Administration générale des douanes et accises d’exécuter une mesure déléguée, il requiert cette Administration par l’intermédiaire du fonctionnaire visé à l’article 285/2, § 1^{er}.

Art. 16

In hetzelfde hoofdstuk XXVbis wordt een artikel 285/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 285/2. § 1. De Administrateur-generaal van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen wijst ten minste één ambtenaar van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen aan, die belast is met de samenwerking met de gedelegeerde Europese aanklagers, bedoeld in artikel 309/2 van het Gerechtelijk Wetboek, voor wat betreft de overtredingen, fraudes en misdrijven, bedoeld in de artikelen 281 en 282 en waarvoor het Europees Openbaar Ministerie zijn bevoegdheid uitoefent krachtens de artikelen 22, 25, 26 en 27 van de Verordening (EU) 2017/1939.

§ 2. De Administrateur-generaal van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen kan de in § 1 bedoelde ambtenaar slechts aanwijzen na het advies te hebben ingewonnen van de Europese aanklager, bedoeld in artikel 309/2 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. De ambtenaar bedoeld in § 1 kan een beroep doen op het Secretariaat, bedoeld in artikel 309/2, § 6 van het Gerechtelijk Wetboek.”

Art. 17

In hetzelfde hoofdstuk XXVbis wordt een artikel 285/3 ingevoegd, luidende:

“Art. 285/3. § 1. In de uitoefening van zijn functie volgt de ambtenaar, bedoeld in artikel 285/2, § 1, de aanwijzingen en instructies van de permanente kamer, dewelke belast is met de zaak, alsook de instructies van de toezichhoudende Europese aanklager, zoals bepaald door de Verordening (EU) 2017/1939.

§ 2. De ambtenaar, bedoeld in artikel 285/2, § 1, oefent zijn bevoegdheid inzake opsporing en vervolging uit overeenkomstig deze wet.

De Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen kan zich niet verzetten tegen de beslissingen genomen in toepassing van de artikelen 285/4 en 285/5.”

Art. 18

In hetzelfde hoofdstuk XXVbis wordt een artikel 285/4 ingevoegd, luidende:

“Art. 285/4. § 1. De bevoegdheid tot het instellen en verderzetten van elke vordering in rechte, bedoeld in artikel 281, § 2, wordt toegekend aan de ambtenaar bedoeld in artikel 285/2, § 1, voor wat betreft de overtredingen, fraudes en misdrijven bedoeld in het artikel 281 en waarvoor het Europees Openbaar Ministerie zijn bevoegdheid uitoefent krachtens de artikelen 22, 25, 26 en 27 van de Verordening (EU) 2017/1939.

Deze ambtenaar gebruikt de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid uitsluitend met het oog op de uitoefening van de strafvervolging, overeenkomstig het besluit van de permanente kamer of het ontwerpbesluit van de gedelegeerd Europese aanklager ingeval dat moet geacht worden te zijn aanvaard door de permanente kamer in toepassing van artikel 36 van de Verordening (EU) 2017/1939.

De artikelen 281, § 3, en 283 zijn van toepassing.

§ 2. Onverminderd artikel 264, is elke schikking verboden wanneer het Europees Openbaar Ministerie zijn bevoegdheid uitoefent op grond van Verordening (EU) 2017/1939 of tijdens de termijn bedoeld in het artikel 27, § 1, van diezelfde Verordening.”

Art. 19

In hetzelfde hoofdstuk XXVbis wordt een artikel 285/5 ingevoegd, luidende:

“Art. 285/5. § 1. Binnen de beperkingen bedoeld in artikel 285/4, § 1, voert de ambtenaar bedoeld in artikel 285/2, § 1, de onderzoeksmaatregelen en andere maatregelen uit, bedoeld in artikel 28, § 1, van de Verordening (EU) 2017/1939.

Hij stelt de gedelegeerd Europese aanklager, dewelke belast is met de zaak, hiervan zonder onnodige vertraging in kennis, dewelke zich kan verzetten tegen die maatregel, hem kan opschorten of kan bevelen een andere onderzoeks- of andere maatregel te nemen.

§ 2. Indien, bij toepassing van artikel 31, § 4, van de Verordening (EU) 2017/1939, de gedelegeerd Europese aanklager, bedoeld in artikel 309/2 van het Gerechtelijk Wetboek, de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen gelast met de uitvoering van een toegewezen maatregel, dan instrueert hij deze Administratie door tussenkomst van de ambtenaar, bedoeld in artikel 285/2, § 1.

§ 3. En vue de l'application de l'article 35 du Règlement (UE) 2017/1939, lorsque le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1^{er}, considère que l'enquête est terminée, il soumet au procureur européen délégué chargé de la surveillance de l'affaire un rapport contenant un résumé de l'affaire et un projet de décision visant d'éventuelles poursuites, ou un éventuel renvoi de l'affaire ou un classement sans suite."

Art. 20

Dans le même chapitre XXVbis, il est inséré un article 285/6 rédigé comme suit:

"Art. 285/6. Le Roi fixe les pouvoirs des agents en matière contentieuse."

Section 5. — Modifications de la loi du 22 avril 2003 octroyant la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents de l'Administration générale des douanes et accises

Art. 21

Dans la loi du 22 avril 2003 octroyant la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents de l'Administration générale des douanes et accises, modifié par la loi du 25 avril 2014, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit:

"Art. 2/1. § 1^{er}. Sans préjudice de ses compétences en matière de douanes et accises, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1^{er}, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 est revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail.

§ 2. Les méthodes particulières de recherche consistant en l'observation et le recours aux indicateurs, de même qu'en l'intervention différée relevant des autres méthodes de recherche, ne peuvent être mises en œuvre par les agents visés à l'article 3 sans l'accord préalable du fonctionnaire visé au § 1^{er}, lorsqu'elles sont relatives aux contreventions, fraudes ou délits visés à l'article 285/4, § 1^{er}, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977."

Section 6. — Disposition transitoire

Art. 22

Les dispositions qui sont introduites par ce chapitre s'appliquent aux affaires portant sur des faits commis après le 20 novembre 2017.

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 25 mai 2018 visant à réduire et redistribuer la charge de travail au sein de l'ordre judiciaire*

Art. 23

L'article 32 de la loi du 25 mai 2018 visant à réduire et redistribuer la charge de travail au sein de l'ordre judiciaire est remplacé par ce qui suit:

"Art. 32. L'article 792, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par ce qui suit:

"Dans les cinq jours de la prononciation de la décision, tant pour les affaires civiles que pour les affaires pénales, le greffier notifie à chacune des parties ou, le cas échéant, à leurs avocats, une copie non signée de la décision. Cette notification ne fait pas courir le délai de recours. Elle a lieu par voie électronique à l'adresse électronique professionnelle de l'avocat ou, s'il s'agit d'une partie qui a comparu sans avocat, à l'adresse judiciaire électronique de cette partie ou, à défaut, à la dernière adresse électronique que cette partie a fournie dans le cadre de la procédure. Si aucune adresse électronique n'est connue du greffier, ou si la notification à l'adresse électronique a manifestement échoué, la notification est faite par simple lettre."

CHAPITRE 4. — *Transposition de la Directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal*

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 24

Le présent chapitre assure une transposition partielle de la Directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal.

§ 3. Met het oog op de toepassing van artikel 35 van de Verordening (EU) 2017/1939, legt de ambtenaar, bedoeld in artikel 285/2, § 1, wanneer hij meent dat het onderzoek afgerond is, een verslag voor met een samenvatting van de zaak en een voorstel van beslissing houdende eventuele vervolgingen of een eventuele verwijzing van de zaak of een seponering aan de toezichhoudende gedelegeerd Europese aanklager."

Art. 20

In hetzelfde hoofdstuk XXVbis wordt een artikel 285/6 ingevoegd, luidende:

"Art. 285/6. De Koning bepaalt de bevoegdheden van de ambtenaren inzake geschillen."

Afdeling 5. — Wijzigingen van de Wet van 22 april 2003 houdende toekenning van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan bepaalde ambtenaren van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen

Art. 21

In de wet van 22 april 2003 houdende toekenning van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan bepaalde ambtenaren van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen, gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 2/1. § 1. Zonder afbreuk te doen aan zijn bevoegdheden inzake douane en accijnzen, is de ambtenaar, bedoeld in artikel 285/2, § 1, van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977, bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings en van de arbeidsauditeur.

§ 2. De bijzondere opsporingsmethodes bestaande uit de observatie en de informantenwerking, evenals de uitgestelde tussenkomst behorende tot de andere onderzoeksmethoden, kunnen slechts worden aangewend na voorafgaand akkoord van de ambtenaar, bedoeld in § 1 door de agenten, bedoeld in artikel 3, wanneer zij betrekking hebben op de overtredingen, fraudes en misdrijven bedoeld in het artikel 285/4, § 1, van de algemene wet inzake de douane en accijnzen van 18 juli 1977."

Afdeling 6. — Overgangsbepaling

Art. 22

De bepalingen die worden ingevoerd door dit hoofdstuk zijn van toepassing op zaken die betrekking hebben op feiten gepleegd na 20 november 2017.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 25 mei 2018 tot vermindering en herverdeling van de werklast binnen de rechterlijke orde*

Art. 23

Artikel 32 van de wet van 25 mei 2018 tot vermindering en herverdeling van de werklast binnen de rechterlijke orde wordt vervangen als volgt:

"Art. 32. Artikel 792, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Binnen vijf dagen te rekenen van de uitspraak van de beslissing geeft de griffier, zowel in burgerlijke als in strafzaken, kennis van een niet ondertekend afschrift van de beslissing aan elke partij of, in voorkomend geval, aan hun advocaten. Die kennisgeving doet de termijn om een rechtsmiddel aan te wenden niet lopen. Zij gebeurt op elektronische wijze aan het professioneel elektronisch adres van de advocaat of, indien het een partij betreft die zonder advocaat is verschenen, aan het gerechtelijk elektronisch adres van die partij, of, bij gebreke daarvan, aan het laatst elektronisch adres dat die partij heeft verstrekt in het kader van de rechtspleging. Indien bij de griffier geen elektronisch adres gekend is, of indien de kennisgeving aan het elektronisch adres kennelijk niet is geslaagd, gebeurt de kennisgeving bij gewone brief."

HOOFDSTUK 4. — *Omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1371 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2017 betreffende de strafrechtelijke bestrijding van fraude die de financiële belangen van de Unie schaadt*

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 24

Dit hoofdstuk voorziet in een gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1371 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2017 betreffende de strafrechtelijke bestrijding van fraude die de financiële belangen van de Unie schaadt.

Section 2. — Modifications du Code pénal

Art. 25

À l'article 247 du Code pénal, remplacé par la loi du 10 février 1999 et modifié par la loi du 26 juin 2000, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "de six mois à un an" sont remplacés par les mots "de six mois à quatre ans";

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "de six mois à deux ans" sont remplacés par les mots "d'un an à quatre ans";

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "de six mois à deux ans et une amende de 100 euros à 25 000 euros" sont remplacés par les mots "d'un an à quatre ans et une amende de 100 euros à 50 000 euros";

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "de six mois à trois ans et une amende de 100 euros à 50 000 euros" sont remplacés par les mots "d'un an à quatre ans et une amende de 100 euros à 75 000 euros";

5° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots "de six mois à cinq ans" sont remplacés par les mots "de trois ans à cinq ans";

6° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "de six mois à trois ans et une amende de 100 euros à 50 000 euros" sont remplacés par les mots "d'un an à quatre ans et une amende de 100 euros à 75 000 euros";

7° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots "de six mois à un an" sont remplacés par les mots "de six mois à quatre ans";

8° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots "de six mois à deux ans" sont remplacés par les mots "d'un an à quatre ans";

9° dans le paragraphe 4, alinéa 3, les mots "de six mois à trois ans et d'une amende de 100 euros à 50 000 euros" sont remplacés par les mots "de trois ans à cinq ans et d'une amende de 100 euros à 75 000 euros".

Art. 26

À l'article 249 du même Code, remplacé par la loi du 10 février 1999 et modifié par la loi du 26 juin 2000, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "d'un an à trois ans" sont remplacés par les mots "d'un an à quatre ans";

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "de deux ans à cinq ans" sont remplacés par les mots "de trois ans à cinq ans".

Section 3. — Modification de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions et allocations

Art. 27

À l'article 2 de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions et allocations, remplacé par la loi du 7 juin 1994 et modifié par la loi du 26 juin 2000, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er} les mots "de huit jours à un an" sont remplacés par les mots "de six mois à quatre ans";

2° dans le paragraphe 2 les mots "de six mois à trois ans" sont remplacés par les mots "de six mois à quatre ans".

CHAPITRE 5. — Modification de l'article 21bis du Code d'instruction criminelle

Art. 28 (nouveau)

L'article 21bis, § 1^{er}, alinéa 6, du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 27 décembre 2012 et modifié par la loi du 23 mars 2019, est complété par la phrase suivante: "Le greffe de la cour d'appel ou du tribunal compétent est chargé de la délivrance des expéditions et copies".

CHAPITRE 6. — Modification de la loi sur les extraditions du 15 mars 1874

Art. 29

La loi sur les extraditions du 15 mars 1874 est complétée par un article 13 rédigé comme suit:

"Art. 13. Dans les relations avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord la détermination des autorités compétentes et la procédure d'émission et d'exécution des demandes de remise sont régies par la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen, sauf disposition contraire dans la Troisième Partie, Titre VII.

Afdeling 2. — Wijzigingen van het Strafwetboek

Art. 25

In artikel 247 van het Strafwetboek, vervangen bij de wet van 10 februari 1999 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot een jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "van zes maanden tot twee jaar" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar";

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro";

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro";

5° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "van zes maanden tot vijf jaar" vervangen door de woorden "van drie jaar tot vijf jaar";

6° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro";

7° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot een jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar";

8° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "van zes maanden tot twee jaar" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar";

9° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar en met een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro" vervangen door de woorden "van drie jaar tot vijf jaar en met geldboete van 100 euro tot 75 000 euro".

Art. 26

In artikel 249 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 februari 1999 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "van een jaar tot drie jaar" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "van twee jaar tot vijf jaar" vervangen door de woorden "van drie jaar tot vijf jaar".

Afdeling 3. — Wijziging aan het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen

Art. 27

In artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, vervangen bij de wet van 7 juni 1994 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "van acht dagen tot een jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar".

HOOFDSTUK 5. — Wijziging van artikel 21bis van het Wetboek van strafvordering

Art. 28 (nieuw)

Artikel 21bis, § 1, zesde lid, van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 27 december 2012 en gewijzigd bij de wet van 23 maart 2019, wordt aangevuld met de volgende zin: "De griffie van het bevoegde hof van beroep of rechtbank is belast met het afleveren van de uitgiften en afschriften".

HOOFDSTUK 6. — Wijziging van de uitleveringswet van 15 maart 1874

Art. 29

De uitleveringswet van 15 maart 1874 wordt aangevuld met een artikel 13, luidende:

"Art. 13. Wat betreft de betrekkingen met het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland wordt de aanwijzing van de bevoegde overheden en de procedure van tenuitvoerlegging en uitvoering van verzoeken tot overlevering geregeld door de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel, voor zover niet anders bepaald in Deel Drie, Titel VII. Overlevering, van de

Remise, de l'Accord de commerce et de coopération du 30 décembre 2020 entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part."

CHAPITRE 7. — *Entrée en vigueur*

Art. 30

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 février 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Le ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 55 1696

Compte rendu intégral : 11 février 2021

Handels- en samenwerkingsovereenkomst van 30 december 2020 tussen de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, enerzijds, en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, anderzijds."

HOOFDSTUK 7. — *Inwerkingtreding*

Art. 30

Deze wet treedt in werking op de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 februari 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 55 1696

Integraal Verslag : 11 februari 2021

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/20206]

17 JUNI 2020. — *Décision 136 relative à l'approbation des propositions de règlements techniques électricité et gaz présentées par le gestionnaire de réseaux de distribution d'électricité et de gaz SIBELGA*

Etablie sur la base de l'article 9ter de l'ordonnance électricité et l'article 9 de l'ordonnance gaz.

1. Base légale

L'article 9ter de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale (ci-après « ordonnance électricité ») prévoit que :

« Chaque gestionnaire du réseau élabore une proposition de règlement technique pour la gestion de son réseau propre et l'accès à celui-ci et le soumet à l'approbation de Brugel.

Brugel soumet, pour avis, la proposition de règlement technique aux administrations concernées, aux utilisateurs effectifs ou potentiels du réseau et au Conseil. Ces avis sont remis dans les trente jours.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/20206]

17 JUNI 2020. — *Beslissing 136 betreffende de goedkeuring van de voorstellen van technische reglementen elektriciteit en gas, voorgesteld door de distributienetbeheerder elektriciteit en gas, SIBELGA*

Opgesteld op basis van artikel 9ter van de elektriciteitsverordening en artikel 9 van de gasverordening.

I. Wettelijke grondslag

Artikel 9ter van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna 'electriciteitsordonnantie' genoemd) bepaalt dat:

'Elke netbeheerder werkt een voorstel van technisch reglement uit voor het beheer van zijn eigen net, de toegang hiertoe en legt dit ter goedkeuring voor aan Brugel.

Brugel legt het voorstel van technisch reglement voor advies voor aan de betrokken administraties, de daadwerkelijke of potentiële gebruikers van het net en aan de Raad. Die adviezen worden binnen dertig dagen ingediend.